

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition
1	Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2020-2021.
2	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2020-2021.
3	Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
4	Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la <i>Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles</i> , et ce, depuis cinq ans.
5	Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
6	Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir : <ol style="list-style-type: none">la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;la liste des membres du conseil d'administration;la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
7	Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière : <ol style="list-style-type: none">des frais de déplacement;des frais de représentation;des frais de repas;des frais de voyage;des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
8	Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.
9	Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.
10	Effectif du ministère du Travail rattaché au Bureau des permis.
11	Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.
12	État de situation de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition
13	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2016-2017 qui n'ont pas été reconduits en 2017-2018, en 2018-2019, en 2019-2020, et en 2020-21, incluant les programmes qui ont été abolis.
14	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021.
15	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2017-2018, 2018-2019 et en 2019-20. Prévisions pour 2020-2021.
16	Liste de tous les conflits de travail en 2017-2018, en 2018-2019 et en 2019-2020; identifier la chronologie des actions prises dans les différents dossiers.
17	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant du ministre du Travail.
18	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail.
19	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte de la loi sur les normes du travail. Liste des rencontres et des consultations.
20	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations.
21	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations.
22	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.
23	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum.
24	Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum.
25	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits.
26	Liste des projets ou des activités liés au Plan Nord et à la stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail.
27	Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.
28	Évolution du nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.
29	Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition
30	Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer : a. la nature ou l'objet du contrat; b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre); c. une copie du contrat; d. une copie du résultat; e. le coût du contrat.
31	Liste des projets informatiques depuis 10 ans : a. évolution des coûts pour chacun des dossiers; b. nombre de consultants externes et coûts associés; c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2018-2019), pour l'informatique et les technologies de l'information; d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
32	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
33	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
34	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
35	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.
36	État de situation du suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
37	Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.
38	État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976.
39	Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
40	Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail.
41	Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.
42	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition
43	Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si le SCF a suggéré aux autres ministères et organismes impliqués dans le comité de produire une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.
44	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.
45	Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.
46	État d'avancement concernant des modifications législatives pour encadrer le travail bénévole dans le secteur de la construction.
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)	
47	Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis cinq ans, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours.
48	Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des cinq dernières années et de celle en cours.
49	Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des cinq dernières années. Fournir l'objet de la plainte.
Licenciement collectif	
50	Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis cinq ans. Fournir une ventilation par région et les renseignements suivants : a. nom et adresse de l'entreprise; b. date de l'avis ou de la fermeture; c. type ou secteur d'activité de l'entreprise; d. nombre total d'employés de l'entreprise; e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement; f. motifs du licenciement.
Bureau d'évaluation médicale (BEM)	
51	Liste des dépenses de fonctionnement par année depuis 10 ans.
52	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis cinq ans et prévisions pour 2020-2021.
53	Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des cinq dernières années.
54	Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant depuis cinq ans, par année financière.
55	Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs depuis cinq ans, par année financière.
56	Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la <i>Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles</i> depuis cinq ans, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition
57	Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis cinq ans, par année financière.
58	Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM depuis cinq ans, par année financière, et les prévisions pour 2020-2021.
59	Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées depuis cinq ans, par année financière; fournir les prévisions pour 2020-2021.
60	Nombre d'avis demandés par la CNESST, même s'il n'y a pas de contestation, depuis cinq ans, par année financière.
61	État de situation en date du 31 mars 2020 de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail, publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.

Question transférée du volet Emploi et Solidarité sociale

- 97 Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, une liste des demandes d'arbitrage.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2019 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

5. Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
-

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

2. Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2020-2021. **(Secrétariat du Conseil du trésor)**
 6. Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :
 - a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b. la liste des membres du conseil d'administration;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
 - d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation. **(CCQ, CNESST, TAT)**
 7. Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :
 - a. des frais de déplacement;
 - b. des frais de représentation;
 - c. des frais de repas;
 - d. des frais de voyage;
 - e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc. **(CCQ, CNESST, TAT)**
 9. Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région. **(CCQ, CNESST, TAT)**
 13. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2016-2017 qui n'ont pas été reconduits en 2017-2018, en 2018-2019, en 2019-2020 et en 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis. **(Secrétariat du Conseil du trésor)**
 15. Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2017-2018, en 2018-2019 et en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021. **(Secrétariat du Conseil du trésor)**
 26. Liste des projets ou des activités liés au Plan Nord et à la stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail. **(Société du Plan Nord)**
 38. État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976. **(Ministère des Affaires municipale et de l'Habitation)**
-

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

4. Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles*, et ce, depuis cinq ans.
12. État de situation de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.
61. État de situation en date du 31 mars 2020 de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail, publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2020-2021.

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information (TI)), pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, s'élèvent à 89 387,4 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k\$)	Interne	Externe	CSPQ	Total
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	26 856,4	13 016,5	45 874,7	85 747,6
Fonds des technologies de l'information	1 822,8	1 522,5	20,3	3 365,6
Fonds des biens et des services	-	190,2	26,5	216,7
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	57,5	-	57,5
Total	28 679,2	14 786,7	45 921,5	89 387,4

Pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, les dépenses en investissement pour le portefeuille du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale se détaillent comme suit.

Dépenses en investissement (k\$)	Interne	Externe	CSPQ	Total
Fonds des technologies de l'information	7 848.2	6 491.5	919.2	15 258.9

T3RP01 06-01 BSM.DOC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-03

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Exposé et statistiques :

Vous référer à l'annexe ci-jointe.

SOURCE : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance
COLLABORATION : BSM / SSSAS / EMPLOI-QUÉBEC / SSGRI / Secteur du Secrétariat du travail / Secteur des relations du travail / CGAP/ SDPSQ / SRE / SO
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2020-06-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-03 – Annexe 01

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Exposé et statistiques :

Les coûts liés à la participation à ces comités englobent les frais annuels de transport, d'hébergement, de repas ou de visioconférence, s'il y a lieu, pour l'ensemble des participants du Ministère. Ils sont prévus à l'intérieur des activités régulières du Ministère.

Cette liste n'inclut pas :

- les comités formés du Ministère et d'un seul autre ministère ou organisme visant la mise en œuvre d'une entente administrative;
- les comités opérationnels émanant de comités plus stratégiques;
- les conseils d'administration;
- le Conseil de gestion de l'assurance parentale, le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Comité Entraide.

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de pilotage - ClicSÉCUR volet Entreprises	Mandat : Soutenir les MO utilisateurs du service afin d'assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de l'utilisation du service ClicSÉCUR - Entreprises. Principaux biens livrables : Recueillir les besoins, déterminer les priorités des travaux d'entretien, échanger sur la disponibilité du service et présenter les travaux d'évolution.	MTESS (SDPSQ-DPDOS)	15	Revenu Québec, MTESS, REQ, RBQ, MFA, MDELCC, SAAQ, MAMH, AMF, SCT, OPC, CNESST, MEL, CALQ, AMP	0 \$
Comité de pilotage clicSÉCUR volet citoyens	Mandat : Soutenir les MO utilisateurs du service afin d'assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de l'utilisation du service ClicSÉCUR - Citoyens. Principaux biens livrables : Recueillir les besoins, déterminer les priorités des travaux d'entretien, échanger sur la disponibilité du service et présenter les travaux d'évolution.	MTESS (SDPSQ_DPDOS)	9	Revenu Québec, Retraite Québec, MDELCC, MTESS, OPC, RAMQ, AMF, CALQ, Groupement des assureurs automobiles	0 \$
Comité interministériel sur la simplification des démarches administratives suite à un décès	Mandat : Simplifier les démarches administratives suite à un décès. Principaux livrables : Constat de décès et inscription, identification des liquidateurs, testament olographe, prestation de décès et de frais funéraire, solution numérique, accompagnement clientèle, administration proactive, outils de communication, amélioration des processus interne des MO et recherches testamentaires.	MTESS (DEC)	Environ 20	Bureau du coroner, Curateur public, CNESST, MJ, MTESS (DPAS), Protecteur du citoyen, Retraite Québec, Revenu Québec, SAAQ.	0 \$
Table interministérielle en amélioration continue	Mandat : Créer un espace de partage des pratiques en amélioration continue entre les divers MO. Principaux biens livrables : Partage des connaissances et d'outils, échange sur les meilleures pratiques en matière d'amélioration continue dans les ministères et organismes gouvernementaux.	MTESS (DAC) (La responsabilité est variable entre les organisations membres)	Environ 50	FADQ; MTESS; RAMQ; SAAQ; CSPQ; CNESST, MELCC; MFQ, Retraite Québec; MSP; MT; MERN; MCE; Ville de Québec	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité des dirigeants de Services Québec	Mandat : Soutenir la prise de décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du comité de suivi et du premier ministre. Principaux biens livrables : Élaboration d'une vision et d'un modèle d'affaires ainsi que d'assurer leur mise en œuvre.	MTESS (SDPSQ)	20	MTESS; CSPQ; CNESST; MEI; MCC; MFA; MJQ; MEES; MERN; MAMH; MT; MCE; MELCC; MTO; RAMQ; Retraite Québec; Revenu Québec; SCT; SAAQ; SQI	0 \$
Comité de suivi de l'Entente finale Canada-Québec (EFCQ) sur le Régime Québécois d'assurance parentale	Mandat : Suivi de l'Entente finale Canada-Québec sur le Régime québécois entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec. Principaux biens livrables : Discussion sur les modifications apportées à l'un ou l'autre des programmes afin de coordonner les actions de chacun ou sur les éléments problématiques afin de trouver des solutions.	MTESS (DGRQAP) EDSC (DGPAE) Service Canada (Direction générale de Prestations de l'AE)	Entre 12 et 15 avec les professionnels et le personnel de support	MTESS; CGAP; EDSC; Service Canada	0 \$
Comité exécutif de Services Québec	Mandat : Faire le suivi et prendre les décisions appropriées pour la réussite du projet. Principaux biens livrables : Préparer les rapports d'étape pour le comité des dirigeants gouvernementaux de Services Québec destinés au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, au comité de suivi et au premier ministre.	MTESS (SDPSQ)	14	MTESS; SCT; MAMH; MEI; SCG; MJQ; RAMQ; CNESST; CSPQ; SAAQ; Revenu Québec	0 \$
Comité stratégique Zone entreprise	Mandat : Assurer le bon déroulement du projet à un niveau stratégique en regard des orientations ministérielles, de la portée, des coûts et de l'échéancier. Principaux biens livrables : Recommander les demandes de modification au CGEPM, approuver le	MTESS (SDPSQ)	7	MTESS; MEI	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	plan de récupération des bénéfices et prendre acte des états de situation et approuver les recommandations.				
Comité directeur de suivi de l'entente MTESS – Revenu Québec (RQ)	Mandat : Gérer l'entente d'impartition et son évolution au niveau stratégique. Principaux biens livrables : Services technologiques, du traitement massif et d'autres services attendus de RQ au Registraire des entreprises.	MTESS (SRE)	12	MTESS; RQ	0 \$
Comité des affaires du Registraire	Mandat : Assurer le suivi et la réalisation des projets découlant de l'entente d'impartition. Principaux biens livrables : Partager l'information sur le suivi et la réalisation des projets afin d'assurer la mise en œuvre de l'entente, de convenir des correctifs à apporter, le cas échéant, et communiquer l'information concernant les divers suivis requis.	MTESS (SRE)	12	MTESS; RQ	0 \$
Carrefour de l'emploi et de la formation	Mandat : Faire converger, par le biais des portails Citoyens et Entreprises, l'ensemble de l'information sur les professions, les programmes de formations, les mesures et services relatifs à l'emploi. Principaux biens livrables : Le Site Web « Carrefour de l'emploi et de la formation ».	MTESS (DGPEPMT)	15	MTESS; MEES; MELCC; SCG	0 \$
Comité interministériel de l'action communautaire (CIAC)	Mandat : Favoriser la concertation interministérielle et conseiller le ministre sur des orientations gouvernementales reliées à l'action communautaire et l'action bénévole. Principaux biens livrables : Participation aux travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental en action communautaire; échange d'information concernant les pratiques des différents MO, soutien à la production de l'État de situation	MTESS (DPLPAC)	25	MTESS; MFA; SAAQ; MEES (secteur éducation et secteur loisir et sport); MEI (secteur innovation et secteur économie); SCF; MJQ; MAMH; Secrétariat à la région métropolitaine (MAMH); SCT; SAJ (MCE); MELCC; MSP; MSSS; SA (MSSS); SAA (MCE); MRIF; OPHQ;	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	annuel, soutien à la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale en action bénévole.			SRQEA (MCE) SHQ; MIFI; MFQ, MFFP, OPC; MCC	
Comité interministériel des gestionnaires en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Mandat : Assurer la gouvernance intersectorielle, la réalisation des travaux et soutenir le comité des sous-ministres adjoints. Principaux biens livrables : Contribuer à assurer la réalisation et la collaboration pour la mise en œuvre des mesures du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et l'inclusion sociale (PAGIEPS).	MTESS (DPLPAC)	28	MTESS; MEES; MIFI; MFA; MAMH; MSSS; MFQ; MERN; MTQ; MEI; MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ (MCE); SAA (MCE); SA (MSSS); SHQ ; MTO; RQ; MSP; MELCC	0 \$
Réseau des répondants interministériels en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Mandat : Maintenir active la mission gouvernementale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, collaborer à la mise en œuvre du PAGIEPS et participer au rapport d'activités annuel. Principaux biens livrables : Concertation des actions et partage d'information pour assurer la mise en œuvre du PAGIEPS.	MTESS (DPLPAC)	28	MTESS; MEES; MIFI; MFA; MAMH; MSSS; MFQ; MERN; MTQ; MEI; MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ (MCE); SAA (MCE); SA (MSSS); SHQ ; MTO; RQ, MSP; MELCC.	0 \$
Comité conjoint sur la mobilité de la main-d'œuvre de l'Accord de commerce et de coopération Québec-Ontario	Mandat : Application du chapitre 6 de l'Accord. Principaux biens livrables : Travaux d'appariement par métier et production de rapports.	MTESS (DRI)	10	MTESS; OPQ; Gouvernement de l'Ontario	0 \$
Comité CPQ-MTESS	Mandat : Rencontre avec les représentants du Curateur public du Québec et le MTESS. Principaux biens livrables : Discussions permettant la mise en place de façons de faire efficaces pour les deux organisations.	MTESS CPQ	N/D	MTESS; CPQ	0 \$
Groupe de travail sur la révision du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs Cris	Mandat : Révision du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.	MTESS (DPAS)	5	MTESS, SAA	945 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	Principaux biens livrables : Vise à corriger certains enjeux dans la gestion du Programme, et ce, tout en facilitant et améliorant la participation à celui-ci.				
Comité de suivi mise en œuvre et évaluation de la politique À part entière	Mandat : Effectuer le suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique À part entière. Principaux biens livrables : Rédaction du bilan annuel des actions.	MTESS (DGAS) et OPHQ	3	MTESS; MCC; SCT; MFA; MT; MAMH; MSSS; MEES	130 \$
Comité tripartite de l'amélioration de l'administration et de l'offre de l'aide au revenu des premières nations	Mandat : Informer Affaires autochtones et du Nord du Canada (AANC) et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) des différents changements à la loi et au règlement sur l'aide aux personnes et aux familles. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DPAS)	5	AADNC; MTESS; APNQL	0 \$
Forum Justice et santé mentale	Mandat : Pour la clientèle de l'AFDR présentant un profil troubles de santé mentale/judiciarisation, effectuer les arrimages avec le MJQ et le MTESS. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DGAS)	2	MSSS; MJQ	80 \$
Comité d'évaluation interministériel du PAGIEPS	Mandat : Le mandat est d'assurer la participation des différents MO engagés dans le PAGIEPS à son évaluation et de recenser et partager les évaluations des mesures du plan d'action. Principaux biens livrables : Production d'un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, de cadres d'évaluation ou méthodologiques spécifiques à certaines mesures et réalisation de l'évaluation.	MTESS (DE)	13	MTESS; MAPAQ; MFA; MCC; MEES; MFQ; MJQ; MSSS; Revenu Québec; OPHQ; SCF; MCE; SHQ	105 \$
Comité fédéral - provincial - territorial des directeurs du soutien au revenu	Mandat : Le comité des directeurs FPT du soutien du revenu a pour objectif d'appuyer l'amélioration des politiques et des pratiques relatives aux différents	Manitoba et gouvernement fédéral	2	MTESS; représentants des autres provinces et territoires au Canada	587,29 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	programmes de soutien du revenu existants au Canada. Principaux biens livrables : En plus de permettre à la Direction générale de l'assistance sociale (DGAS) d'obtenir des informations à jour sur les programmes et les clientèles de la sécurité du revenu de l'ensemble des provinces et des territoires du Canada (comparaison des barèmes, des clientèles, des lois et des règlements, biens et avoirs liquides, revenus de travail permis), la participation au comité des directeurs FPT de la sécurité du revenu permet au Ministère de respecter ses obligations, prévues lors de la rédaction de mémoires au Conseil des ministres en matière de comparaisons interprovinciales.	Direction responsable – MTESS (DPAS)			
Comité de mise en œuvre - L'accès aux documents et aux services offerts au public pour les personnes handicapées	Mandat : Favoriser la mobilisation des MO autour de la Politique et proposer des pistes de solution pour soutenir la mise en œuvre de la Politique par les MO. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DPAS) et OPHQ	10	MTESS ; MCC; SCT; MFA; MT; MAMH; MSSS; MEES	400 \$
Comité directeur sur les activités socioprofessionnelles et communautaires	Mandat : Soutenir et encadrer les travaux portant sur le développement d'une vision commune entre les ministères sur les besoins des personnes ayant une déficience et leur famille, sur les trajectoires de services ainsi que sur le partage des rôles et responsabilités, notamment par l'adoption d'un cadre de référence national MTESS-MSSS dans une perspective de complémentarité. Principaux biens livrables : Produire un document sur une vision commune.	MTESS	7 (2 du MTESS et 5 des autres ministères)	MTESS; MSSS; MEES (DAS et DEAFIC); MFA; MT	150 \$
Comité interministériel Transition de l'école vers la vie active (TEVA)	Mandat : Elaborer un guide de soutien destiné à l'ensemble des intervenants des réseaux pour favoriser	MTESS (DPES)	12	MTESS; MEES; MSSS; MFA; MT; OPHQ	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	une démarche de transition de l'école vers la vie active. Principaux biens livrables : Guide de soutien sur la TEVA.				
Comité conjoint Canada - Québec Entente de mise en œuvre relative au marché du travail (CCC-Q)	Mandat : Faciliter la mise en œuvre et le suivi des dispositions de nature permanente de l'entente de mise en œuvre et de l'entente de principe. Principaux biens livrables : Tous travaux nécessaires pour la bonne marche du suivi et de la mise en œuvre de l'entente.	MTESS (DGPEPMT) coprésidence au CCC-Q pour le Québec	10	MTESS; SC; EDSC	0 \$
Comité de pilotage et de suivi du Rendez-vous national sur la main-d'œuvre	Mandat : Donner son avis au ministre sur l'identification des enjeux, des orientations, des thématiques et des actions à privilégier dans la Stratégie. Principaux biens livrables : Déterminer les propositions et les enjeux qui feront partie de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre.	MTESS MEES	16	CPQ; FCEI; FCCQ; MEQ; RJCCQ; CSD; CSQ; CSN; FTQ; MTESS; MEES; CPMT	0 \$
Comité de suivi - Étude du Plan Nord du MEES	Mandat : Dresser un portrait de la situation au nord du 49° parallèle, notamment sur les besoins en main- d'œuvre et en formation professionnelle, collégiale et universitaire. Principaux biens livrables : Devis de recherche et appel d'offre, sélection de la firme, revue de littérature, recherche documentaire et analyse de type benchmark, entrevues auprès d'entreprises et d'intervenants stratégiques.	MTESS (DPES et DMSEP)	N/D	MTESS; MIFI	0 \$
Comité de travail MIFI-MTESS sur le mécanisme de suivi de l'intégration des personnes immigrantes	Mandat : Travailler conjointement à l'élaboration d'un mécanisme de suivi et suivre régulièrement l'intégration économique des personnes immigrantes	MTESS (DR)	5	MIFI; MTESS	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	nouvellement arrivées une fois le mécanisme mis en œuvre. Principaux biens livrables : Mettre en œuvre un mécanisme de suivi : Exploitation des données du recensement 2016 et de l'EPA, mettre en place une enquête sur l'intégration au marché du travail des personnes immigrantes nouvellement arrivées.				
Comité directeur MIFI - MTESS	Mandat : Échanges sur les dossiers communs (intégration et sélection). Principaux biens livrables : Suivi des travaux.	Co-présidé MIFI-MTESS	6 à 7	MTESS; MIFI	0 \$
Comité interministériel sur la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2018-2022	Mandat : Susciter des engagements gouvernementaux et s'assurer de la cohérence entre les différents engagements des MO. Principaux biens livrables : Détermination d'engagements gouvernementaux, par les MO.	MTESS (DPES)	7	MSSS; MTESS; MEES; SCT; OPHQ	0 \$
Comité interministériel en adéquation formation emploi (SMA)	Mandat : Soutenir l'Assemblée délibérante de la CPMT dans l'établissement du portrait du marché du travail. Déterminer les orientations en matière d'adéquation formation emploi. Principaux biens livrables : Plan gouvernemental en AFE.	Coprésidé par les SMA du MEES et du MTESS (SMA-EQ)	5	MTESS; MIFI; MEI; MEES	0 \$
Comité interministériel MIFI/MESS sur la régionalisation de l'immigration	Mandat : Préciser les rôles, les responsabilités, les actions respectives et les actions communes du MIFI et d'Emploi-Québec dans le dossier de l'immigration en région et identifier les bonnes pratiques. Principaux biens livrables : Plan de travail 2017-2019.	MTESS (DPES)	Entre 4 et 6	MTESS; MIFI	0 \$
Comité stratégique en adéquation formation emploi	Mandat : Soutenir le comité interministériel, suivre la mise en œuvre des mesures du plan d'action concertée	MTESS (BSMA-EQ)	10	MIFI; MEI; MEES; CCQ; CPMT	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	en AFCE (adéquation formation-compétences-emploi) et superviser la mise en œuvre du processus décisionnel. Principaux biens livrables : Assurer la coordination des ministères en matière d'adéquation formation-emploi.				
Groupe de travail Canada - Québec sur le Repérage, la Référence et la Rétroaction des prestataires d'assurance-emploi (PAE)	Mandat : Assurer la coordination de la mise en place du dispositif de repérage pour la clientèle prestataire de l'assurance-emploi CRHC/CLE. Principaux biens livrables : Faire rapport aux membres du comité conjoint Canada-Québec concernant les ententes convenues CRHC/CLE en ce qui a trait à l'application du dispositif de repérage.	MTESS (EQ, DGMSE) - Responsable du Groupe de travail pour le Québec au CCC-Q	10	MTESS; SC	0 \$
Groupe de travail conjoint Canada - Québec sur le Service national de placement	Mandat : Dans le cadre de son mandat, le Comité conjoint Canada-Québec doit notamment s'assurer que les mécanismes d'interrelation entre les services d'emploi du Québec et d'assurance-emploi du Canada. Principaux biens livrables : Échanges à partir d'états de situation et arrimage mutuel.	MTESS (DMSEP) - Coprésidence	5 à 8	MTESS; SC; EDSC	0 \$
Table de concertation sur l'adéquation formation-emploi - secteur de l'aluminium	Mandat : Favoriser une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi dans ce secteur composé de producteurs, de transformateurs et d'équipementiers. Principaux biens livrables : Diagnostic sectoriel de l'adéquation formation-emploi dans les industries des secteurs de la première, deuxième et troisième transformation ainsi que dans les secteurs des équipementiers et des fournisseurs spécialisés. Les recommandations serviront de trame aux travaux de la Table au cours des prochaines années.	MTESS (Direction régionale de Services Québec du Saguenay-Lac-St-Jean)	12	MTESS; MEES; MEI; CSMO-M; PERFORM; Cégep Jonquière; École polytechnique de Montréal; Centre de formation professionnelle Qualitech; ceal-aluquebec.com	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité des sous-ministres MIFI et du MTESS	Mandat : Échanges sur les dossiers communs (Intégration et sélection). Principaux biens livrables : Suivi des travaux.	MTESS (BSM)	5	MIFI; MTESS	0 \$
Comité interministériel MIFI- MTESS sur la stratégie d'action spécifique pour une offre de services adaptée aux personnes réfugiées ou en situation semblable	Mandat : Rédaction d'une stratégie d'action spécifique pour les personnes réfugiées. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DPES)	12	MIFI; MSSS; MEES; MTESS; MFA, SHQ	0 \$
Groupe de travail sur le Protocole portant sur les interrelations entre EQ et Service Canada dans le cadre de l'Entente Canada - Québec relative au marché du travail	Mandat : Arrimer les pratiques opérationnelles entre les deux parties aux fins du respect des obligations convenues dans le protocole. Principaux biens livrables : Les 17 Directions régionales doivent tenir au moins une rencontre bipartite et en faire rapport. Certaines en tiennent deux. De ces rapports, un bilan de liaison continue annuel est produit.	MTESS (DGMSE et DGPPMT)	19	17 Directions régionales; MTESS, Service Canada	0 \$
Comité MIFI-MTESS Guichet gouvernemental unifié d'accès aux services de francisation (GUF) à temps complet	Mandat : Mise en œuvre du GUF afin de centraliser, standardiser et faciliter l'accès aux services de francisation et d'améliorer l'expérience client et le suivi de la clientèle. Principaux biens livrables : Première phase du GUF en cours pour toute personne de 16 ans ou plus née hors Canada et ayant un besoin de francisation à temps complet.	MTESS (DPDOS)	15 à 18	MTESS, MIFI, MEES	0 \$
Groupe de travail MIFI-MTESS concernant la révision du Protocole d'entente sur les services de francisation des immigrants de 1999 et de l'Entente opérationnelles cadre	Mandat : En collaboration avec le MIFI, revoir les rôles et responsabilités de chacun des ministères en matière de francisation des personnes immigrantes et les modalités de mise en œuvre du Protocole.	MTESS (DMSI)	5	MTESS (DMSI) et MIFI	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
sur la francisation des immigrants et des immigrantes	Principaux biens livrables : Travaux en mode bilatéral. Présentation d'un projet d'entente aux gestionnaires des deux ministères et validation pour signature par les deux parties.				
Comité d'implantation des services du MIFI et du PAP dans les Bureaux Services Québec	Mandat : En trois phases, planifier et actualiser l'implantation des services du MIFI (dont ceux du PAP) dans les Bureaux services Québec en élaborant des consignes opérationnelles, établissant le moyen de communication le plus pertinent et permettant la reddition de compte.	MTESS (DGMSE)	7	MTESS (DIIPS, DMSI, SPS, DPSQ) et MIFI	0 \$
Comité d'élaboration du Parcours d'accompagnement personnalisé (PAP) du MIFI	Mandat : Collaborer à l'élaboration et à la validation des orientations afin de positionner le PAP en complémentarité avec les services publics d'emploi. Principaux livrables : Arbre décisionnel et distinction des rôles.	MTESS (DMSI)	5	MTESS (DMSI, DPES, DRE) et MIFI	0 \$
Groupe de travail sur la déclaration d'intérêt (DI) MIFI- MTESS	Mandat : En collaboration avec le MIFI, mettre en place la DI. Principaux biens livrables : Collaboration par l'information sur le marché du travail.	MTESS (DAIMT)	8	MIFI, MTESS	0 \$
Comité Chaire de recherche sur l'intégration et des diversités en emploi	Mandat : Conseiller le Titulaire de recherche sur le suivi des objectifs, évaluer l'évolution de la Chaire, suggérer des améliorations ou de nouvelles orientations et aider à mettre en valeur les résultats de la recherche effectuée par la Chaire. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DPES)	8	Université Laval; MTESS; MIFI	0 \$
Comité directeur du guichet unifié en reconnaissance des acquis et des compétences	Mandat : Clarifier les démarches en matière de RC, informer toute partie prenante sur les dispositifs de reconnaissance au Québec et informer et aiguiller la clientèle du parcours de RC le mieux adapté.	MTESS (DMSI)	8	MIDI, MTESS, OPQ, MEES	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	Principaux biens livrables : Développement d'un portail web regroupant les informations sur les services en RAC.				
Comité opération entreprises Québec	Mandat : Recenser les problématique de mise en œuvre et y apporter des solutions concrètes et ce, dans le but d'assurer un service de qualité. Principaux biens livrables : À la lumière du processus de traitement des demandes des entreprises, s'assurer qu'elles soient prises et répondues dans les délais requis.	MTESS (DMSEP)	4	MTESS; MEI	100 \$
Comité consultatif conjoint de Services Québec et Service Canada	Mandat : Créer un espace de partage des pratiques et des projets des deux organisations. Principaux livrables : Faire connaître les différentes initiatives existantes. Identifier les opportunités de collaboration. Démonstrations pratiques et théoriques des concepts, des projets et des outils.	MTESS (SDPSQ)	6	MTESS; Service Canada	0 \$
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouv. Québec et le gouv. Nouveau-Brunswick sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle	Mandat : Surveiller l'application de l'Entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et des entrepreneurs et l'accès aux chantiers de construction ainsi que traiter toute autre question pertinente. Principaux biens livrables : Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	MTESS (STRAV)	2	MTESS; Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick	0 \$
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouv. Québec et le gouv. Ontario sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences	Mandat : Surveiller l'application de l'Entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et des entrepreneurs et l'accès aux chantiers de construction ainsi que traiter toute autre question pertinente. Principaux biens livrables : Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	MTESS (STRAV)	2	MTESS; Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	Production d'un rapport quinquennal sur le suivi de l'Entente.				
Comité directeur Accès-construction	Mandat : Lutter contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction. Il est coordonné par le MTESS (SSTRAV). Il relève d'un comité stratégique qui est coordonné par le ministère des Finances. Principaux biens livrables : Repositionnement du comité; Élaboration d'outils; Mise en place d'un extranet, divers projets technologique; Échange d'information visant à lutter contre l'économie souterraine.	MTESS (STRAV)	3	MTESS; Revenu Québec; CCQ; RBQ; DPCP; MFQ; CNESST	0 \$
Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés	Mandat : Assurer la protection des travailleurs temporaires peu spécialisés recrutés à l'étranger par la mise en place de mécanismes d'information et de soutien. Principaux biens livrables : Échange sur les enjeux et rédaction d'états de situation et des avis incluant des recommandations.	MTESS (STRAV)	3	MTESS; MIFI; MAPAQ; MRIF; CNESST; CDPDJ	0 \$
Comité interministériel sur la révision triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum	Mandat : Revoir la méthodologie de détermination des impacts du salaire minimum, réviser et donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum. Principaux biens livrables : Donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.	MTESS (STRAV)	5	MTESS; MFQ; CNESST; SCF; SCT; MEI	0 \$
Comité sur les disparités de traitement	Mandat : Définir des scénarios de modification législative permettant d'éliminer les disparités de traitement existantes et documenter les impacts potentiels des scénarios définis. Principaux biens livrables : Scénarios	MTESS (STRAV)	7	MFQ; Retraite-Québec; MEI	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre Québec et Terre-Neuve et Labrador sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle	Mandat : Suivre l'évolution, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et l'accès aux travaux de construction et traiter de toute autre question pertinente. Principaux biens livrables : Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	MTESS (STRAV)	7	MTESS; Ministère de l'Éducation de Terre-Neuve- et-Labrador	0 \$
Comité d'arrimage des réalisations SIAF	Mandat : Effectuer les arrimages requis entre les différents chantiers, apporter à l'attention du chef de projet les problématiques soulevées et proposer des pistes de solutions. Principaux biens livrables : Un tableau de suivis, une planification des travaux de même que des comptes rendus accompagnent le comité sur une base régulière.	MTESS (SRE)	8	MTESS; MSP; CRPQ; SQ	0 \$
Comité de suivi, d'intégration et de surveillance de projet SIAF	Mandat : Suivre les travaux et l'échéancier, traiter les problématiques, gérer les risques du projet, les enjeux rencontrés et proposer des solutions. Principaux biens livrables : Un tableau de suivis, une planification des travaux de même que des ordres du jour et comptes rendus accompagnent le comité sur une base régulière.	MTESS (SRE)	11	MTESS; MSP; CRPQ	0 \$
Comité directeur du projet SIAF	Mandat : Assurer le suivi et l'encadrement du projet en regard des orientations du Comité stratégique, de la portée, des coûts et de l'échéancier approuvés du projet. Principaux biens livrables : Un tableau de suivis et de décisions, un rapport d'avancement aux fins de reddition de compte (suivi des coûts, gestion des risques, demandes de changements, état de situation des chantiers, etc.) de	MTESS (SRE)	10	MTESS; MSP	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	même que des ordres du jour et comptes rendus accompagnent le comité sur une base régulière.				
Comité directeur du projet APSFS	Mandat : Veiller au bon déroulement du projet relatif à la mise en place du Registre des arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (APSFS). Principaux livrables : Suivi des travaux notamment au regard du respect de la portée, des budgets et des échéanciers établis et réaliser des interventions pour permettre de dénouer les difficultés rencontrées en cours de projet.	MTESS (SRE)	6	MTESS, Office de la protection du consommateur	0 \$
Comité directeur du projet ORDRE	Mandat : Veiller au bon déroulement du projet visant la mise en place d'un outil de recherche sur les données du registre des entreprises (ORDRE) aussi appelé Bureau de l'enquêteur. Principaux livrables : Suivi des travaux notamment au regard du respect de la portée, des budgets et des échéanciers établis et réaliser des interventions pour permettre de dénouer les difficultés rencontrées en cours de projet.	MTESS (SRE)	5	MTESS, Revenu Québec, Commission de la construction du Québec (représentant des utilisateurs)	0 \$
Comité des utilisateurs du projet ORDRE	Mandat : Quérir l'opinion des futurs utilisateurs afin que l'outil de recherche sur les données du registre des entreprises (ORDRE) réponde à leurs besoins. Principaux livrable : Avis, essais, arrimages fonctionnels avec les environnements des ministères et des organismes, collaboration à la gestion du changement (communication interne et formation).	MTESS (SRE)	25	MTESS, Hydro Québec, Sûreté du Québec, Commissaire au lobbying, Commission de la construction du Québec, Autorité des marchés financiers, Commission des normes, de l'éthique, de la santé et de la sécurité au travail, Régie du bâtiment, Revenu Québec, Service de police de la ville de	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
				Montréal, Unité permanente anti-corruption, ministère de la Sécurité publique, Autorité des marchés publics.	
Comité directeur du projet Coop	Mandat : Veiller au bon déroulement du projet relatif au transfert des activités du registre des coopératives au MTESS. Principaux livrables : Suivi des travaux notamment au regard du respect de la portée, des budgets et des échéanciers établis et réaliser des interventions pour permettre de dénouer les difficultés rencontrées en cours de projet.	MTESS (SRE)	5	MTESS, ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI)	30 \$ (déplacement)
Comité interministériel sur la simplification des démarches administratives à la suite d'un décès – Chantier 2 sur les liquidateurs de succession	Mandat : Dans le cadre des travaux, sous la gouverne de Services Québec, prendre en charge le chantier responsable d'examiner les options possibles concernant l'identification des liquidateurs de succession. Principaux livrables : Documentation sur la situation actuelle, les besoins d'affaires et les pistes de solution afin de formuler une recommandation.	MTESS (SRE)	21	MTESS, CNESST, Curateur public, ministère de la Justice, Retraite Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Revenu Québec	30 \$ (déplacement)
Comité directeur du projet MRAS (Multi-Registry Access Service)	Mandat : Veiller au bon déroulement du projet, informer et prendre des décisions concernant les enjeux du projet. Principaux biens livrables : Registre des points de suivi et tableau d'avancement du projet (incluant suivi budgétaire).	MTESS (SRE)	4	MTESS; RQ	0 \$
Comité de suivi interministériel du Plan d'action gouvernemental	Mandat : Identifier et mettre en œuvre des mesures visant à lutter contre l'homophobie et la transphobie.	MTESS (SRE)	15	MJQ, MTESS, MEES, MFA, MIDI, MSSS, MSP, MAMOT, SAJ, SAA, SCF, MSP	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
de lutte contre l'homophobie 2017-2022	Principaux livrables : Élaboration d'un plan d'action; participation à la mise en œuvre; reddition de comptes sur les actions réalisées; bilan quinquennal.				
Comité interministériel de réalisation sur l'évaluation des risques de fraude associés à l'émission de documents officiels	Mandat : Coordonner la réalisation des travaux demandés par le Comité interministériel des hauts dirigeants en matière d'évaluation des risques de fraude associés à la délivrance de documents. Principaux livrables : Améliorer, le cas échéant, les méthodes d'enquête Identifier les besoins des ministères et organismes québécois en termes d'échanges d'information avec les MO du fédéral et des autres provinces.	MTESS (SRE)	19	RAMQ, MTESS, MIDI, SAAQ, Retraite Québec, RQ, MEES, SCT	0 \$
Conseil de la statistique de l'état civil du Canada	Mandat : Favoriser l'évolution et le développement des états civils, contribuer aux échanges d'information sur les statistiques de l'état civil entre les provinces et le gouvernement canadien. Principaux livrables : Les travaux à réaliser sont évolutifs dans le temps. Actuellement, un sous-groupe a été mis en place pour développer les échanges de renseignements d'état civil entre les provinces et les territoires.	MTESS (SRE)	23	MTESS, ISQ, Statistiques Canada, Représentants des gouvernements provinciaux et des territoires	1 000 \$
Forum permanent sur les opérations d'enquête en matière de fraude envers l'État	Mandat : Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les MO membres sur les stratagèmes de fraude et les procédés d'enquête. Principaux livrables : Conseiller les décideurs sur les modifications législatives, réglementaires et politiques permettant de lutter plus efficacement contre la fraude envers l'État.	MTESS (SRE)	21	MSP, MTESS, H-Q, Retraite Québec, MIDI, CNESST, RAMQ, RQ, SAAQ, SQ	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur les avis de décès	Mandat : Améliorer la rapidité de l'inscription des décès et sa notification aux autres MO de même que l'expérience de service des citoyens confrontés à la mort d'un proche. Principaux livrables : Échange sur les meilleures pratiques des provinces participantes et identification de pistes d'amélioration en réponse au mandat.	MTESS (SRE)	22	MTESS, Service Canada, Représentants du gouvernement fédéral et de certains gouvernements provinciaux	0 \$
Comité d'évaluation des interventions gouvernementales en faveur de l'équilibre du marché du travail 2018-2023	Mandat : Le mandat est d'assurer la participation des différents MO engagés dans le Plan d'action sur la main-d'œuvre ou la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023 à leur évaluation et de recenser et partager les évaluations des mesures des plans d'action. Principaux biens livrables : Production d'un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, du cadre d'évaluation global du plan d'action et réalisation de l'évaluation.	MTESS (DE)	12	MTESS, MAPAQ, MCC, MEÉS, MIFI, MFQ, MSS, SCF, CCQ, SCT	0 \$
Comité stratégique du Guichet unifié de francisation	Mandat : Assurer le suivi du projet qui vise à mettre en place un guichet de francisation à temps complet dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le MIFI. Le MTESS et le MÉES sont maîtres d'œuvre de la solution. Les membres du comité stratégique doivent s'assurer du respect des orientations, de la portée, des coûts et de l'échéancier. Principaux biens livrables : Dossier d'affaires.	MTESS (SDPSQ)	3	MÉES, MIFI, MTESS (EQ, SDPSQ, SGGRI)	0 \$
Comité directeur sur la simplification des démarches dans le cadre du décès d'un proche	Mandat : Services Québec a le mandat d'offrir aux citoyens et aux entreprises un guichet multiservice visant à faciliter la prestation de service gouvernementale. Il s'agit de proposer au gouvernement des mesures concrètes permettant de réduire le nombre de démarches administratives,	MTESS (SDPSQ- DPDOS)	10	MTESS (incluant le SRE) MSSS, MJQ, Revenu Québec, Retraite Québec, SAAQ, CNESST, Curateur public, Bureau du coroner, Protecteur du citoyen	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	mieux arrimer les services sollicités, diminuer les délais de traitement et les envois postaux, mieux accompagner les citoyens et faire évoluer les démarches vers une approche « Dites-le une seule fois ». Principaux livrables : La mise en place de neuf chantiers de travail permettra d'identifier des pistes de solutions concrètes.				
Comité directeur PerLE	Mandat : Assurer le bon fonctionnement et le développement du service PerLE au niveau canadien et des provinces. Déterminer les priorités concernant le développement du service. Principaux livrables : Rencontre téléphonique afin d'assurer le suivi et le développement du service PerLE. Prise de décisions concernant l'utilisation des Fonds fédéraux disponibles et de l'évolution du service.	MTESS (SPDSQ)	20	Représentants de toutes les provinces canadiennes et de la réserve d'Akwesasne	0 \$
Comité interministériel en allègement réglementaire concernant le commerce de détail	Mandat : Déterminer les actions afin de réduire le fardeau administratif de l'industrie du commerce de détail en réponse à la mesure 2 du Plan d'action en allègement réglementaire et administratif concernant le commerce de détail sous la responsabilité du MEI. Principaux livrables : Travaux et interventions visant l'allègement réglementaire et administratif par la mise en place d'un projet pilote concernant les dépanneurs et petits marchands d'alimentation afin de réduire leur fardeau administratif.	MTESS (SPDSQ)	20	MAPAQ, RACJ, RQ, CNESST, MTESS, MCC, RBQ, MEI, MELCC, MEFP et les représentants de l'industrie du commerce de détail	0 \$
Comité conjoint pour le développement de la Station nouveau départ	Mandat : Regrouper les services du MTESS, du MIFI et de la Ville de Montréal afin d'offrir des services intégrés aux nouveaux arrivants.	MTESS (SDPSQ)	7	MTESS, MIFI, Ville de Montréal	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	Principaux livrables : Mise en place du bureau du centre-ville de Montréal.				
Comité opérationnel des partenaires d'Entreprises Québec	Mandat : Veiller au bon déroulement du partenariat avec Entreprises Québec et informer les partenaires des développements d'Entreprises Québec et de la Zone entreprise. Principaux livrables : Avis sur les différents éléments du développement des services d'Entreprises Québec, des stratégies de communication et de collaboration entre les partenaires.	MTESS (SPDSQ)	24	MTESS, Info-Entrepreneurs, Investissement Québec, MIFI, MEI, SPN, CRIQ-BNQ, CTEQ, Ressources Entreprises, MTO, Québec Innove, CPMT	0 \$
Centre d'expertise des grands organismes (CEGO)	Le CEGO a pour mission de favoriser l'amélioration des services aux citoyens en soutenant les organismes membres. Mandats : <ul style="list-style-type: none"> Faciliter le partage d'information et la concertation sur les stratégies et les moyens permettant d'améliorer la prestation de services aux citoyens; Diffuser les meilleures pratiques au sein des grands organismes et de l'appareil gouvernemental. 	MTESS (SO)	6	Revenu Québec, CNESST, RAMQ, Retraite Québec, SAAQ, MTESS	0 \$
Comité directeur - Intervention gouvernementale en matière de lutte à la rareté de main-d'œuvre	Mandat : Déployer un ensemble d'actions gouvernementales cohérentes et concertées qui auront pour effet, à court, moyen et long terme de permettre aux entreprises et aux organisations du secteur public de disposer de la main-d'œuvre dont ils ont besoin pour mener avec succès leurs activités et ainsi soutenir la prospérité du Québec.	MTESS (BSM)	12	MTESS, MCE, MIFI, MEI, MEES, MRIF	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de coordination - Intervention gouvernementale en matière de lutte à la rareté de main-d'œuvre	Mandat : Assurer les arrimages nécessaires au chapitre des interventions et services des différents ministères et partenaires impliqués. Principaux livrables : Identifier un ensemble d'actions pertinentes pour atténuer les effets de la rareté de main-d'œuvre. Mettre en place un mécanisme de suivi continu de l'évolution du nombre de postes vacants, des besoins futurs de main-d'œuvre essentiels au soutien des projets et des stratégies sectorielles et de l'effet des actions mises en place.	MTESS (SMA)	15	MTESS, MCE, MIFI, MEI, MEES, MRIF	0 \$
Comité – chantier de l'intégration en emploi des personnes faisant partie des groupes sous-représentés sur le marché du travail	Mandat : Recenser les préoccupations, enjeux et besoins futurs de la main-d'œuvre. Identifier les leviers disponibles pour agir efficacement sur les causes et les conséquences de la rareté de main-d'œuvre. Principaux livrables : Identifier des actions pertinentes pour atténuer les effets de la rareté de main-d'œuvre. Mettre en place un mécanisme de suivi continu.	MTESS (SEQ)	12	MTESS (BSMAEQ, DGAS, DGPEPMT, DPES, DGMSE, DMSEP), MFQ	0 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-08

Titre :

Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.

Exposé et statistiques :

Seules les associations patronales et syndicales visées par la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (Loi R-20) peuvent obtenir un permis de service de référence de main-d'œuvre.

Les critères d'octroi de permis sont définis par la Loi R-20 et le Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, lequel a été édicté le 28 novembre 2012. En plus de remplir le formulaire de demande de permis, le demandeur doit produire les documents suivants, qui doivent être transmis au Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre :

1. l'acte de constitution de l'association, ses règlements et statuts, ainsi qu'un document faisant foi de son affiliation à une association représentative, le cas échéant;
2. une copie certifiée de la résolution autorisant la demande de permis, laquelle doit indiquer tout métier, toute occupation et toute région qu'elle vise;
3. une déclaration assermentée du président de l'association ou de son répondant faisant état de l'existence ou de l'absence de condamnations criminelles ou pénales au cours des cinq années précédant la demande concernant chacun des dirigeants ou représentants de l'association en fonction au moment de la demande et, en cas de condamnation, les documents en attestant;
4. s'il y a lieu, l'association de salariés liée qui demande un permis doit transmettre une entente écrite dans laquelle les deux associations liées confirment leur volonté à l'effet que l'association demanderesse soit celle qui, des deux, sera responsable de la référence de leurs membres concernant tout métier, toute occupation et toute région que vise l'entente.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-10

Titre :

Effectif du ministère du Travail rattaché au Bureau des permis.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, une employé à temps complet est rattachée au Bureau des permis afin d'en assurer les mandats. Par ailleurs, un directeur effectue des tâches à temps partiel pour le bureau des permis, tout en assumant d'autres responsabilités au Secteur du travail.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-11

Titre :

Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si un permis a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.

Exposé et statistiques :

Entre le 23 mai et le 25 septembre 2019, le Bureau des permis a reçu neuf demandes de renouvellement de permis. Considérant que huit d'entre-elles respectaient l'ensemble des conditions de renouvellement, un permis a été délivré pour chacune d'elle. Ce permis est valide pour trois ans.

Concernant la neuvième demande, malgré les démarches effectuées auprès des représentants de cette association, le Bureau des permis a été dans l'impossibilité de procéder au renouvellement puisque la demande est demeurée incomplète et le permis est venu à échéance le 5 septembre 2019. L'association a confirmé son intention de déposer une nouvelle demande de permis. À ce jour, aucune demande de permis n'a été reçue de la part de cette association.

Le 1^{er} mars 2019, le local 825 de l'Association unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie des États-Unis et du Canada confirmait au Bureau des permis la cessation des activités de référence de main-d'œuvre et ce, depuis le 1^{er} janvier 2018 à la suite d'une fusion avec le local 114 du même syndicat.

Le 7 novembre 2019, la section locale 1929 du Syndicat International des peintres et métiers connexes avisait le Bureau des permis qu'elle a cessé son service de référencement de main-d'œuvre à la suite d'une fusion avec la section locale 349 du même syndicat.

Tel qu'autorisé par l'article 50 du Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, le Bureau des permis a procédé à la révocation de ces deux permis.

LISTE DES TITULAIRES D'UN PERMIS DE SERVICE DE RÉFÉRENCE DE MAIN-D'ŒUVRE AINSI QUE LE STATUT DU PERMIS

En date du 31 mars 2020

Renouvellement effectués en 2019-2020 : 8

Révocation effectuée en 2019-2020 : 2

Permis expiré sans renouvellement : 1

Permis en vigueur : 40

<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>	<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>
Syndicat québécois de la construction (SQC)	En vigueur	CQPMCI – Local 1929	Révoqué
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	En vigueur	CQPMCI – Local 71	En vigueur / Renouvelé
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	En vigueur	CQPMCI – Local 144	En vigueur
CQPMCI – Local 4	En vigueur	CQPMCI – Local 500	En vigueur
CQPMCI – Local 7	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 825	Révoqué
CQPMCI – Local 58	En vigueur	CQPMCI – Local 160	En vigueur
CQPMCI – Local 134	En vigueur	CQPMCI – Local 761	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 271	En vigueur	CQPMCI – Local 380	En vigueur
CQPMCI – Local 929	En vigueur	FTQ – FIPOE	En vigueur
CQPMCI – Local 568	En vigueur	FTQ – Local 1	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 1604	En vigueur	FTQ – Local 9	En vigueur
CQPMCI – Local 116	En vigueur	FTQ – Local 99	En vigueur
CQPMCI – Local 62	En vigueur	FTQ – Local 100	En vigueur
CQPMCI – Local 527-A	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 135	En vigueur
CQPMCI – Local 89	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 2016	En vigueur
CQPMCI – Local 96	Expiré	FTQ – Local 618	En vigueur
CQPMCI – Local 101	En vigueur	FTQ – Local 777	En vigueur
CQPMCI – Local 2182	En vigueur	FTQ – Local 1676	En vigueur
CQPMCI – Local 711	En vigueur	FTQ – Local 2366	En vigueur
CQPMCI – Local 905	En vigueur	FTQ – CONSTRUCTION	En vigueur
CQPMCI – Local 349	En vigueur / Renouvelé	FTQ – AMAQ	En vigueur
CQPMCI – Local 1135	En vigueur / Renouvelé		

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-16

Titre :

Liste de tous les conflits de travail en 2017-2018, en 2018-2019 et en 2019-2020; identifier la chronologie des actions prises dans les différents dossiers.

Exposé et statistiques :

Liste de tous les arrêts de travail, du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, dans lesquels une intervention en médiation-conciliation a eu lieu et le nombre de rencontres avec les parties.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Aluminerie de Bécancour inc. ¹	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Lock-out	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2017-11-22	74	2018-01-11	2019-07-22	2019-07-26	Autres : Entente conclue entre les parties après la conciliation
Calèches Québec inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève et lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-04-19	22	2018-07-25	2019-08-02	2019-09-23	Entente conclue en conciliation
Résidence des Bâtisseurs-Matane	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-02-06	23	2018-11-13	2019-08-20	2019-08-13	Entente conclue en conciliation

¹ Ce dossier regroupe 3 unités d'accréditation. Un médiateur spécial a été nommé le 23 avril 2018 dans ce dossier.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Locweld inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2018-11-22	6	2018-11-19 ²	2019-06-18	2019-12-20	Entente conclue en conciliation
Télé-Université	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-10-10	35	2019-01-29	2019-07-14	2019-07-12	Entente conclue en conciliation
Caisse populaire Desjardins de Hauterive	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2019-03-01	6	2019-02-18	2019-07-15 ³	2019-07-09	Entente conclue en conciliation
Université de Montréal	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-06-22	9	2019-03-14 ⁴	2019-07-09	2019-07-09	Entente conclue en conciliation
Ville de Terrebonne	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail avant l'intervention	2019-07-25	1	2019-03-18 ⁵	2019-10-21	2020-01-29	Intervention conclue sans entente, après médiation obligatoire sans prolongation
Autobus des Cantons inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-03-12	1	2019-04-10	2019-04-17	2019-05-19	Entente conclue en conciliation
Transdev Québec inc. (Division Autobus de l'Estrie)	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-02-15	2	2019-04-10	2019-04-12	2019-04-14	Entente conclue en conciliation

² Des journées de grève se sont tenues les 19, 30 novembre 2018, 3 décembre, 3, 7, 13, 14, 17 et 18 juin 2019.

³ Une grève s'est tenue du 18 au 27 février, le 26 avril et du 6 mai au 9 juillet 2019.

⁴ Une grève d'une journée s'est tenue le 14 mars 2019, ensuite une grève a eu lieu du 18 mars au 9 juillet 2019.

⁵ Une grève s'est tenue du 18 au 22 mars 2019, du 11 au 17 avril 2019, du 21 au 23 juin 2019 et du 15 au 21 octobre 2019.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Transdev Québec inc. (Division Autobus La Sapinière)	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-02-15	2	2019-04-10	2019-04-12	2019-04-14	Entente conclue en conciliation
Centre de la petite enfance A.M.B.C.A.L.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-09-19	13	2019-04-29	2019-05-15	2019-06-25	Entente conclue en conciliation
Bousquet Technologies inc.	Première convention collective	Partie patronale	Grève et lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-03-07	8	2019-05-07	2019-05-21	2019-05-21	Entente conclue en conciliation
8807078 Canada inc. (Le Boulevard – Résidence Urbaine pour Aînés – Westmout)	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-01-25	3	2019-05-30	2019-07-20 ⁶	2019-12-12	Entente conclue en conciliation
9297-3668 Québec inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-01-29	7	2019-05-30	2019-06-01	2019-09-17	Entente conclue en conciliation
9307-0985 Québec inc. (Manoir Outremont)	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-05-09	1	2019-05-30	2019-06-01	2019-06-17	Entente conclue en conciliation
Centre d'hébergement et de soins de longue durée Herron inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2019-06-25	1	2019-05-30	2019-07-20 ⁷	2019-10-07	Entente conclue en conciliation
Chartwell Appartements de Bordeaux résidence pour retraités	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en	2018-12-18	7	2019-05-30	2019-11-30 ⁸		

⁶ Une grève de 3 jours s'est tenue du 30 mai au 1^{er} juin 2019 et une grève de 7 jours s'est tenue du 14 au 20 juillet 2019.

⁷ Idem

⁸ Une grève de 3 jours s'est tenue du 30 mai au 1^{er} juin 2019, une grève de 7 jours s'est tenue du 14 au 20 juillet 2019 et une grève de 10 jours s'est tenue du 26 novembre au 30 novembre 2019

				cours d'intervention						
Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
CSH L'Oasis St-Jean inc	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-12-19	4	2019-05-30	2019-12-05 ⁹		
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2019-06-11	3	2019-05-30	2019-06-29	2019-07-30	Entente conclue en conciliation
Groupe Sante Valeo inavc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-04-23	3	2019-05-30	2019-06-01	2019-10-02	Entente conclue en conciliation
Le Manoir Champlain inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-04-30	3	2019-05-30	2019-07-20 ¹⁰	2019-10-15	Entente conclue en conciliation
Résidence Domaine des Forges inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-05-08	2	2019-05-30	2019-07-20 ¹¹	2019-12-13	Entente conclue en conciliation
Société en commandite Élogia	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2019-06-13	5	2019-05-30	2019-07-20 ¹²	2019-11-15	Entente conclue en conciliation
Gestion FPS inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-02-11	4	2019-06-03	2019-06-05	2019-09-30	Entente conclue en conciliation

⁹ Une grève de 3 jours s'est tenue du 30 mai au 1^{er} juin 2019, une grève de 7 jours s'est tenue du 14 au 20 juillet 2019 et une grève de 10 jours s'est tenue du 26 novembre au 5 décembre 2019.

¹⁰ Une grève de 3 jours s'est tenue du 30 mai au 1^{er} juin 2019 et une grève de 7 jours s'est tenue du 14 au 20 juillet 2019.

¹¹ Idem

¹² Idem

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Collège Jean de la Mennais	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-02-14	11	2019-06-11 ¹³	2019-09-11	2019-10-16	Entente conclue en conciliation
Les Systèmes Techno-Pompes inc. & Les Systèmes géothermiques Jean-Guy Samson inc.	Première convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-03-28	2	2019-06-11	2019-07-11	2019-07-02	Déféré à l'arbitrage - première convention (art. 93.1 du Code)
AGF Accès inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail avant l'intervention	2019-09-25	8	2019-06-13	2020-03-01	2020-03-05	Entente conclue en conciliation
Lafarge Canada inc.	Première convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-05-14	1	2019-06-27 ¹⁴	2019-07-12	2019-08-15	Déféré à l'arbitrage - première convention (art. 93.1 du Code)
Vopak Terminaux de l'Est du Canada	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-11-20	15	2019-07-03	2019-10-06	2019-10-07	Entente conclue en conciliation
Goodyear Canada inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-05-18	0	2019-07-09	2019-07-21	2019-07-22	Entente conclue sans intervention
Chartwell Domaine Notre-Dame résidence pour retraités	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché avant l'intervention	2019-11-08	1	2019-07-14	2019-07-20		

¹³ Une grève de 3 demi-journées s'est tenue du 11 au 13 juin 2019 et une autre grève d'une journée le 11 septembre 2019.

¹⁴ Des journées de grève se sont tenues les 27 juin, 3, 11 et 12 juillet 2019.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Barry Callebaut Canada inc. (Usine de Saint-Hyacinthe)	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2019-09-12	4	2019-07-17	2019-08-27	2019-09-23	Entente conclue en conciliation
Société des établissements de plein air du Québec (SéPAQ)	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2019-07-17	13	2019-07-17	2019-10-27 ¹⁵		
Nouvelle Autoroute 30 S.E.N.C.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-07-11	4	2019-07-19	2019-07-19	2019-08-02	Entente conclue en conciliation
Vopak Terminaux du Canada inc.	Première convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-03-12	4	2019-07-22	2019-08-20	2019-07-22	Déféré à l'arbitrage - première convention (art. 93.1 du Code)
Université du Québec à Montréal	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2019-09-10	2	2019-09-03	2019-09-17	2019-09-25	Entente conclue en conciliation
Placements MCJL inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-08-06	6	2019-09-20	2019-09-22	2020-03-11	Entente conclue en conciliation
Résidence Le Monastère d'Aylmer 2004 inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-09-26	3	2019-09-30 ¹⁶	2020-01-28		

¹⁵ Des grèves à des dates différentes se sont tenues, selon les unités d'accréditation, du 17 au 20 juillet 2019, du 21 au 26 septembre 2019, du 11 au 14 octobre 2019 et du 25 au 27 octobre 2019.

¹⁶ Une grève a été déclenchée, mais les services ont été maintenus (services essentiels).

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Olymel société en commandite	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2019-10-28	9	2019-10-28	2019-12-18	2019-12-19	Entente conclue en conciliation
CPE Maïmonde Côte St-Luc	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-02-21	17	2019-11-04	2020-01-16	2020-03-11	Entente conclue en conciliation
Panneaux Optimum inc.	Première convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-11-11	3	2019-11-15	2019-12-01	2019-12-12	Entente conclue en conciliation
Les entreprises Rolland inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève et lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-05-01	9	2019-11-22 ¹⁷	2019-12-16	2019-12-17	Entente conclue en conciliation
Chartwell (CSH L'Oasis St-Jean inc.)	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-06-12	3	2019-11-26	2019-12-05		
Chartwell Domaine de Bordeaux résidence pour retraités	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-05-15	6	2019-11-26	2019-11-30		
CSH L'Oasis St-Jean inc	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché avant l'intervention	2020-01-16	2	2019-11-26	2019-12-05		
Ville de Montréal	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-11-19	10	2019-12-11	2019-12-11		

¹⁷ Deux grèves se sont tenues les 22 et 25 novembre 2019. L'employeur décrète un lock-out à compter du 26 novembre 2019.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Université Concordia	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-10-01	6	2020-01-16	2020-01-16		
Librairie coopérative du collège de Maisonneuve	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché avant l'intervention	2020-02-13	10	2020-01-28 ¹⁸			
Chemtrade Chemicals Canada Ltd (Produits performants General Chemical ltée)	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-11-25	4	2020-02-07	2020-02-07	2019-02-10	Entente conclue en conciliation
Université de Sherbrooke	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2020-01-14	13	2020-03-09	2020-03-12		Entente conclue en conciliation

SOURCE : Direction générale des relations du travail et de l'évaluation médicale – Secteur du travail (ST)
COLLABORATION : Direction de l'information sur le travail – ST
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

¹⁸ Deux grèves se sont tenues du 28 au 31 janvier 2020 et à partir du 10 février 2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-17

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant du ministre du Travail.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-18

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, il n'y a pas eu d'études, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant une refonte du Code du travail.

Par contre, dans le cadre des travaux du projet de loi n° 33, Loi modifiant le Code du travail concernant le maintien des services essentiels dans les services publics et dans les secteurs public et parapublic, une analyse d'impact réglementaire a été rendue publique :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_Services_essentiels_20190614.pdf

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général

DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-19

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte de la loi sur les normes du travail. Liste des rencontres et des consultations.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios, de projections ou de rencontres concernant une refonte de la Loi sur les normes du travail.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-20

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant la hausse de congés payés et aucune rencontre ou consultation particulière n'a eu lieu.

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-21

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 50 de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021*, soit « Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière », un sondage sur la prévalence du harcèlement sexuel dans les milieux de travail québécois a été effectué et des rencontres de groupes de discussion avec des victimes de harcèlement sexuel au travail ont été tenues.

Il est prévu que le rapport dressant le portrait soit réalisé en 2020-2021.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-22

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, le dossier du Règlement sur les agences de placement de personnel et les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires (Règlement) a entraîné la mise en ligne des documents suivants :

- Le projet de Règlement :

https://www.travail.gouv.qc.ca/a_propos/acces_a_linformation/lois_reglements_projets_de_reglement_politiques_et_autres_documents_normatifs/projet_de_reglement_sur_les_agences_de_placement_de_personnel_et_les_agences_de_recrutement_de_travailleurs_etrangers_temporaires.html

- L'analyse d'impact réglementaire qui accompagnait le projet de Règlement :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_agence_placement.pdf

- La version finale du Règlement, lequel est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2020 :

<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=71523.pdf>

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-23

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, l'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum a été publiée :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/RevSalMin2020.pdf

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-24

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum.

Exposé et statistiques :

Le lien vers l'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum fourni dans le cadre de la question RP-23 prend en compte les différents paramètres sociaux et économiques associés à l'augmentation du salaire minimum.

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-063-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-25

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, une analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum a été publiée, laquelle présente les augmentations respectives prévues au 1^{er} mai 2019 au taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de framboises et au taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de fraises :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/RevSalMin2020.pdf

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-27

Titre :
Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.

**Évolution du personnel régulier
ayant le corps d'emploi conciliateur/médiateur¹**

Conciliateur/médiateur	2019-2020 (au 25 mars 2020)
Nombre de conciliateur/médiateur	27

¹ Données extraites du SAGIP à la paie 26 du 26 mars 2020 (effectifs en lien d'emploi au 25 mars 2020).

À noter qu'aucun employé occasionnel n'était conciliateur/médiateur au 25 mars 2020.

SOURCE : DGRH - SSGRI
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-28

Titre :

Évolution du nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

	2019-2020
Médiateurs-conciliateurs	21
Dossiers traités	756
Dossiers par médiateur-conciliateur	36

SOURCE : Direction générale des relations du travail et de l'évaluation
médicale - Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-29

Titre :

Depuis décembre 2014, le nombre de dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.

Exposé et statistiques :

Depuis 2014, 154 dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* ont fait l'objet d'un suivi :

- 130 avis d'entente
- 10 sentences arbitrales
- 14 dossiers en arbitrage.

SOURCE : Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail - Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-30

Titre :

Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :

- a. la nature ou l'objet du contrat;
- b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autres);
- c. une copie du contrat;
- d. une copie du résultat ;
- e. le coût du contrat.

Exposé et statistiques :

Veuillez référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-31

Titre :

Liste des projets informatiques depuis 10 ans :

- a) évolution des coûts pour chacun des dossiers;
- b) nombre de consultants externes et coûts associés;
- c) indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2020-2021), pour l'informatique et les technologies de l'information ;
- d) préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques :

Il n'y a eu aucun projet informatique en 2019-2020 au Ministère pour le volet Travail.

SOURCE : Direction générale des ressources informationnelles

COLLABORATION : Secrétariat du travail

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-32

Titre :

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, il n'y a pas eu de rapport, de document ou d'étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-33

Titre :

État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Note : La Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction est aussi connue sous le nom de commission Charbonneau.

- La Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau est entrée en vigueur en 2018. Elle est donc d'application.

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-34

Titre :

Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Les dispositions de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner à la suite de certaines recommandations de la Commission Charbonneau sont entrées en vigueur le 20 juin 2018,

Aucune somme particulière n'a été dévolue au cours de l'exercice 2019-2020 au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-35

Titre :

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

Exposé et statistiques :

Voir la réponse à la question RP 36.

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-36

Titre :

État de situation du suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

État de situation relatif au suivi du rapport du Comité de vigie :

- Recommandation 1 (poursuite d'une activité de vigie) : la Commission de la construction du Québec (CCQ) effectue une vigie continue du Carnet référence construction (CRC) et produit annuellement un rapport. Le Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre effectue annuellement une visite de la grande majorité des titulaires de permis.
- Recommandations 3, 4 et 5 (les femmes et la discrimination) : le nouveau Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction 2015-2024 (PAEF) est entré en vigueur en 2015 et il semble déjà avoir un impact positif. En effet, la proportion de femmes dans l'industrie à la fin de l'année 2018 est de 2,1 %, comparativement à 1,3 % avant l'entrée en vigueur du PAEF.
- Recommandations 6 et 7 (disponibilité des salariés) : la CCQ peut désormais fournir aux salariés un historique de référence et les employeurs auxquels ils ont été référés. Elle évaluera la possibilité de modifier administrativement les ratios salariés sans emploi / salariés en emploi dans ses listes de référence.
- Recommandation 8 (avis d'embauche et mises à pied; fonctionnalités du CRC) : la CCQ offre le service personnalisé de deuxième ligne aux employeurs pour les demandes multiples. Plusieurs améliorations visant les fonctionnalités du CRC ont déjà été mises en œuvre, notamment l'optimisation des données disponibles au profil professionnel du travailleur, l'ergonomie du CRC, la facilité d'y enregistrer les données et l'optimisation de l'outil pour les titulaires de permis.
- Recommandation 9 (avis d'embauche et mises à pied; comité paritaire d'utilisateurs) : le Forum Service à la clientèle a été mis en place par la CCQ pour toutes discussions visant le CRC et pour traiter les difficultés rencontrées.
- Recommandation 10 (profil professionnel et CV) : La CCQ a procédé à une optimisation du profil professionnel, surtout les volets expériences de travail, employeurs antérieurs, formations suivies et heures effectuées (24 derniers mois).
- Recommandations 14 et 15 (codes d'éthique) : le Bureau des permis a informé tous les titulaires de permis de la nécessité de désigner un responsable de l'application de leur code d'éthique.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-37

Titre :

Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Aucune somme particulière n'a été dévolue au cours de l'exercice 2019-2020 autres que celles associées aux ressources internes pour assurer le suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-39

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, aucune mesure ou somme n'ont été engagées par le Secteur du travail (STRAV) du ministère du Travail, de l'emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) pour prévenir et lutter spécifiquement contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Veuillez vous référer à la réponse de la question RP-40 pour connaître les mesures et sommes engagées en 2019-2020 par le STRAV pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail, lesquelles sont susceptibles de bénéficier à l'ensemble de la population du Québec, y compris les Autochtones.

Aussi, soulignons que :

- Le MTESS est partenaire de la mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Ci-après la Stratégie).
- Dans cette stratégie, le MTESS est responsable de l'action 50 et agit en collaboration, avec les autres ministères partenaires, à la réalisation des actions 1, 25 et 55 :
 - Action 50 : Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière.
 - Action 1 : Réaliser des campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles;
 - Action 25 : Produire et diffuser un répertoire des ressources communautaires et publiques pouvant s'adresser aux personnes prostituées qui souhaitent sortir du milieu prostitutionnel;
 - Action 55 : Tenir deux événements d'échanges et de transfert d'expertise sur les violences sexuelles regroupant des intervenantes et intervenants de différents milieux.
- Le Secrétariat à la condition féminine assure la coordination de la Stratégie.
- Les actions qui découlent de la Stratégie sont déployées au bénéfice de l'ensemble de la population du Québec, y compris les Premières Nations et les Inuits.
- Afin d'apporter des réponses concrètes et mieux adaptées aux réalités en milieu autochtone, le gouvernement préconise une intervention distincte qui prend en considération les particularités et les différences, notamment culturelles et sociologiques, propres aux Premières Nations et aux Inuits.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-40

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, la mise en œuvre de l'action 50 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021, soit « Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière » a été poursuivie.

Les actions suivantes ont été entreprises :

- effectuer une revue de la littérature des différents travaux présentant l'état de la situation dans divers milieux de travail, tant au Québec qu'à l'extérieur;
- effectuer un sondage sur la prévalence du harcèlement sexuel dans les milieux de travail québécois;
- tenir des groupes de discussion avec des victimes de harcèlement sexuel au travail qui ont dénoncé la situation;
- documenter l'usage et la pertinence des différents recours disponibles;
- dresser un bilan des bonnes pratiques en matière de prévention.

Le rapport est en phase finale de rédaction.

Au 31 mars 2020, une somme de 27 192 \$ a été engagée par le Secteur du travail pour réaliser ces actions.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-41

Titre :

Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.

Exposé et statistiques :

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum présente certains renseignements selon les sexes :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/RevSalMin2020.pdf

Par exemple, elle prend en compte le nombre de femmes qui bénéficieront d'une hausse du salaire minimum, soit 237 500, ce qui correspond à 58 % de l'ensemble des salariés directement touchés par la hausse du 1^{er} mai 2020, soit 409 100.

Ces salariés bénéficieront d'une augmentation de 2,89 points de pourcentage de leur pouvoir d'achat, ce qui se traduira par une augmentation annuelle de leur revenu disponible variant entre 478 \$ et 826 \$, selon le nombre d'heures travaillées et le type de famille économique.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-42

Titre :

État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Voir la réponse transmise à la question 33

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-43

Titre :

Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquez si le SCF a suggéré aux autres ministères et organismes impliqués dans le comité de produire une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.

Exposé et statistiques :

Il n'a pas été suggéré par le Secrétariat à la Condition féminine de produire une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum.

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum présente certains renseignements selon les sexes.

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/RevSalMin2020.pdf

Par exemple, elle prend en compte le nombre de femmes qui bénéficieront d'une hausse du salaire minimum, soit 237 500, ce qui correspond à 58 % de l'ensemble des salariés directement touchés par la hausse du 1^{er} mai 2020, soit 409 100.

Ces salariés bénéficieront d'une augmentation de 2,89 points de pourcentage de leur pouvoir d'achat, ce qui se traduira par une augmentation annuelle de leur revenu disponible variant entre 478 \$ et 826 \$, selon le nombre d'heures travaillées et le type de famille économique.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-44

Titre :

Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Voir la réponse fournie à la question RP-34.

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-45

Titre :

Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Voir la réponse fournie à la question RP-37.

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-46

Titre :

État d'avancement concernant des modifications législatives pour encadrer le travail bénévole dans le secteur de la construction

Exposé et statistiques :

Le Règlement sur les travaux bénévoles de construction est entré en vigueur le 23 novembre 2017. Il est donc d'application.

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-47

Titre :

Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis cinq ans, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

2019-2020**Avis demandés**

- Avis concernant la nomination de membres du Tribunal administratif du travail
(Avis demandé le 15 mars 2019 et transmis le 4 avril 2019)
- Avis concernant la nomination à la vice-présidence qualité et cohérence du Tribunal administratif du travail
(Avis demandé le 11 juin 2019 et transmis le 14 juin 2019)
- Avis sur la santé psychologique au travail
(Avis demandé le 25 février 2019 et transmis le 13 mai 2019)
- Avis complémentaire sur l'avenir des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur privé : Commentaires du groupe d'experts du CCTM sur la retraite concernant le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les régimes complémentaires de retraite » publié le 3 juillet 2019
(Avis transmis à Retraite Québec le 6 août 2019)
- Avis concernant les disparités de traitement en fonction de la date d'embauche en matière de régimes de retraite et d'avantages sociaux
(Avis demandé le 16 septembre 2019, en cours)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2020-06-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-48

Titre :

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des cinq dernières années et de celle en cours.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

2019-2020

Avis réalisés

- Déclaration à l'occasion du 50^e anniversaire du CCTM
(déclaration signée à la séance du 9 mai 2019)
- Avis à l'initiative du CCTM concernant l'article 47,2 du *Code du travail*
(Avis adopté le 14 novembre 2019)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2020-06-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-49

Titre :

Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des cinq dernières années. Fournir l'objet de la plainte.

Exposé et statistiques :

2019-2020

Plaintes traitées : 1

Décisions rendues : 1

Cas en délibéré : 0

La plainte traitée avait pour objet : manque d'impartialité de l'arbitre.

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2020-06-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-50

Titre :

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis cinq ans. Fournir une ventilation par région et les renseignements suivants :

- a) nom et l'adresse de l'entreprise ;
- b) date de l'avis ou de la fermeture ;
- c) type ou le secteur d'activité de l'entreprise;
- d) nombre total d'employés de l'entreprise;
- e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f) motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

Veuillez vous référer à la question 86 du volet Emploi et Solidarité sociale

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
COLLABORATION : S.O.
VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé d'Emploi-Québec
DATE : 20 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-51

Titre :

Liste des dépenses de fonctionnement par année depuis 10 ans.

Exposé et statistiques :

Liste des dépenses de fonctionnement du BEM pour 2019 (année civile)

Catégories de dépenses	2019
Services de transport et de communication et autres postes	73 696,00 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 513 680,00 \$
Location de meubles	5 715,00 \$
Location de biens immeubles	453 487,00 \$
Fournitures et équipements	118 085,00 \$
Investissement	0,00 \$
Total	2 164 663,00 \$

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-52

Titre :

Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis cinq ans et prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) n'a pas de bureaux régionaux.

Le BEM a un bureau à Montréal et un autre à Québec.

SOURCE : Service des budgets d'administration
COLLABORATION : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-53

Titre :

Nombre de dossiers au BEM (avis produits) et évolution des délais de traitement au cours des cinq dernières années.

Exposé et statistiques :

Nombre de dossiers (avis produits) au BEM

Année civile	Nombre de dossiers
2019	11 055
2018	11 401
2017	10 738
2016	10 728
2015	10 575

Délais de traitement moyens

Année civile	Délai moyen d'évaluation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2019	66,2	14,4	80,6
2018	55,2	13,1	68,3
2017	56,6	13,3	69,9
2016	43,4	12,9	56,3
2015	29,2	17,7	46,9

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-54

Titre :

Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant depuis cinq ans, par année financière.

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) ne compile aucune statistique au regard du nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-55

Titre :

Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Nombre d'avis produits au Bureau d'évaluation médicale (BEM), selon l'origine de la demande :

Année financière	CNESST	Employeur	CNESST et employeur	Total
2019-2020	2 894	7 778	0	10 672

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-56

Titre :
Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles* depuis cinq ans, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.

Exposé et statistiques :
Le BEM ne dispose pas des données concernant les honoraires versés par médecin et par spécialité.

Spécialités	Membres 2019-2020	Spécialités	Membres 2019-2020
Chirurgie buccale (dentisterie)	Giguère, Michel	Médecine de famille	Dakourt, Jean-Pierre
Chirurgie générale	Gosselin, Michel		Drouin, Denis
Chirurgie orthopédique	Beaumont, Pierre		Laberge, Janick
	Bolduc, Marie-Eve	Médecine interne	Coiteux, Isabelle
	Boubez, Ghassan	Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte
	Carbery, Michael		Parent, René
	Cloutier, Frédéric-Charles		Tirawi, Simon
	Cloutier, Réjean	Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan
	Daoud, Hany		Bouvier, Guy
	Dehnade, Faramarze		Chaalala, Chiraz
	Desloges, Danielle		Demers, Jacques
	Duchesne, Robert		Godoy Pimenta, Newton J.
	Dufour, Marcel		Malak, Ramez
	Fallaha, Michel		McLelland, Hans
	Fournier, Karl		Michaud, Yzabel
	Fraser, Myriam		Moundjian, Robert A.
	Gagnon, Sylvain		Séguin, Mario
	Godbout, Véronique		Shedid, Daniel
	Greenfield, Garry		Turcotte, Jean-François
	Grimard, Guv		Vieira Neto, Leonardo
	Grondin, Philippe Paul		Yuh, Sung-Joo
	Isler, Marc	Neurologie	Bérubé, Arline
	Jodoin, Alain		Bourgeau, Pierre
	Labelle, Hubert		Masson, Hélène
	Larochelle, Pascale	Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.
	Lemire, Luc		Mathieu-Millaire, Francine
	Mac, Thien Vu		Robert, Marie-Claude
	Michaud, Guillaume	ORI. et chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir
	Morazain, Louis		Rahal, Akram
	Morin, François	Pneumologie	Saad, Nathalie
	Nault, Théodore	Psychiatrie	Bayle, Marie-Noëlle
	Nguyen, Jimmy Hai Triêu		Bemmira, Sara
	Paradis, Gaston R.		Benoit, Suzanne
	Perron, Odette		Calouche, Sonia
	Schlader, Eric		Dumont, Daniel
	Sepehr-Arae, Arash		Girard, Sylvie
	Valériote, Josée		Lageix, Philippe
	Wiltshire, David G.		Leblanc, Jean
Chirurgie plastique	Duranceau, Louise		Leclair, Suzanne
	Léveillé, André		Lortie, Sylvie
	Pelletier, Johanne		Montreuil, Jean-François
	Bourget, Amélie		Nguven, Maud
	Tremblay, Dominique		Ouellet, Ronald
Dentisterie	Schwartz, Melvin		Primeau, François
Dermatologie	Moreau, Linda		Vida, Stephen
		Urologie	Dessureault, Jean

SOURCE :	Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :	
VALIDATION :	
DATE :	2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-57

Titre :

Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :					
Nombre d'avis produits par membre - 1er avril 2019 au 31 mars 2020					
Spécialité	Membre	Nb d'avis	Spécialité	Membre	Nb d'avis
Chirurgie buccale	Giguère, Michel	10	Médecine interne	Coiteux, Isabelle	13
Chirurgie générale	Gosselin, Michel	30	Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte	313
Chirurgie orthopédique	Beaumont, Pierre	165		Parent, René	384
	Boubez, Ghassan	113		Tinawi, Simon	24
	Cloutier, Réjean	277	Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan	229
	Daoud, Hany	555		Bouvier, Guy	97
	Dehnade, Faramarze	272		Demers, Jacques	408
	Desloges, Danielle	454		Godoy Pimenta, Newton J	9
	Duchesne, Robert	236		Malak, Ramez	305
	Dufour, Marcel	366		McLelland, Hans	231
	Fallaha, Michel	392		Michaud, Yzabel	167
	Fournier, Karl	218		Moumdjian, Robert A.	254
	Fraser, Myriam	20		Séguin, Mario	30
	Gagnon, Sylvain	87		Shedid, Daniel	493
	Godbout, Véronique	9		Turcotte, Jean-François	33
	Greenfield, Garry	328		Vieira Neto, Leonardo	32
	Grondin, Philippe Paul	4		Yuh, Sung-Joo	119
	Isler, Marc	17	Neurologie	Bérubé, Arline	79
	Jodoin, Alain	349		Bourgeau, Pierre	116
	Labelle, Hubert	356		Masson, Hélène	58
	Lemire, Luc	96	Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.	12
	Mac, Thien Vu	225		Mathieu-Millaire, Francine	12
	Michaud, Guillaume	35		Robert, Marie-Claude	5
	Morazain, Louis	52	ORL/chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir	30
	Morin, François	56		Rahal, Akram	5
	Nault, Théodore	299	Pneumologie	Saad, Nathalie	15
	Nguyen, Jimmy Hai Triêu	5	Psychiatrie	Bayle, Marie-Noëlle	2
	Paradis, Gaston R.	51		Bemmira, Sara	8
	Perron, Odette	149		Benoit, Suzanne	20
	Schlader, Éric	2		Calouche, Sonia	7
	Sepehr-Arae, Arash	666		Dumont, Daniel	15
	Valériote, Josée	7		Girard, Sylvie	1
	Wiltshire, David G.	207		Leblanc, Jean	5
Chirurgie plastique	Duranceau, Louise	151		Lortie, Sylvie	3
	Léveillé, André	278		Montreuil, Jean-François	13
	Pelletier, Johanne	182		Ouellet, Ronald	14
Dentiste	Schwartz, Melvin	4		Primeau, François	46
Dermatologie	Moreau, Linda	2		Vida, Stephen	2
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre	124	Urologie	Dessureault, Jean	8
	Drouin, Denis	80			
	Laberge, Janick	127			

SOURCE :

Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-58

Titre :

Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM depuis cinq ans, par année financière et les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Ventilation des coûts de fonctionnement – 2019

Dépenses de fonctionnement	2019
Services de transport et de communication et autres postes	73 696,00 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 513 680,00 \$
Location de meubles	5 715,00 \$
Location de biens immeubles	453 487,00 \$
Fournitures et équipements	118 085,00 \$
Investissement	0,00 \$
Sous-total	2 164 663,00 \$
Rémunération	2 768 958,00 \$
Total	4 933 621,00 \$

Le budget du BEM est établi en année civile suivant celui de la CNESST.

SOURCE : Bureau d’évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-59

Titre :

Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées depuis cinq ans, par année financière ; fournir les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

La direction du BEM ne comptabilise pas les heures travaillées des membres. Le BEM répond aux demandes d'avis transmises par la CNESST.

Spécialités	Membres
	2019-2020
Anesthésiologie	0
Chirurgie buccale (dentisterie)	1
Chirurgie générale	1
Chirurgie orthopédique	36
Chirurgie plastique	5
Dentisterie	1
Dermatologie	1
Médecine de famille	3
Médecine interne	1
Médecine physique et réadaptation	3
Neurochirurgie	14
Neurologie	3
Ophthalmologie	3
ORL et chirurgie cervico-faciale	2
Pneumologie	1
Psychiatrie	15
Rhumatologie	0
Urologie	1

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60

Titre :

Nombre d'avis demandés sans divergence d'opinions (contestation) par la CNESST, depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Année financière	Nombre d'avis demandés par la CNESST
2019-2020	570

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10